



Avenir des personnels, une Direction soucieuse d'accélérer la casse et la précarité.

Acte 1 Guillaume Pépy À L'ARAFER

Le Président Pépy a été l'invité spécial du colloque de l'ARAFER. Devant un parterre d'amis, il en a profité pour lâcher quelques bombes en s'exprimant librement comme il dit.

L'ARAFER, ou gendarme du Rail est une organisation d'Etat chargé de réguler et d'être vigilant dans le cadre de l'ouverture à la concurrence afin que tous les opérateurs bénéficient d'un accès équitable au réseau ferré

Cé KOI
l'ARAFER ?

Mais qu'a dit G. Pépy ?

Il s'est exprimé selon ses dires avec sa part de conviction personnelle, de responsable d'entreprise, et sans aucune position politique... G. Pépy a clarifié son introduction en reposant ses vues sur 4 piliers.

Pour le Président décima du Groupe Public Ferroviaire, les 4 piliers sont les suivants :

- Le principe de réalité, et oui, la concurrence va arriver, point barre !
- SNCF doit se préparer, pas besoin de demander pour cela aux autorités de repousser l'arrivée de la concurrence. Elle doit être progressive et régulée.
- La concurrence doit être un succès (ah oui, le fameux discours business où Michel Bon l'ex de Carrefour et d'Orange était la vedette)
- Des règles qui assurent l'équité fiscales, économiques et de vies (avec en filigrane le transfert des personnels).

4 points qui
scellent l'avenir
de Tous les
cheminots

DECLARATION

Lors de ce colloque Guillaume Pépy dit :

- « J'ai dit transferts des personnels, pas transfert des managers »
- « L'opérateur historique paie un taux de cotisation retraite qui est de 14% supérieur à un Opérateur privé »
- « Nous avons l'interdiction légale de licencier pour des raisons d'insuffisance pro, là où le code du travail le permet à d'autres »
- « Nous avons une fiscalité plus lourde »
- « Nous avons des obligations de service public, sans compensation (arrêts TGV décidés pour l'intérêt général ainsi que des emplois maintenus)

DECRYPTAGE

- Que deviendraient-ils en cas de perte de marché alors ?
- Pour Pépy c'est 700 millions d'euros en plus pour les caisses de la SNCF, il remet sur le tapis la question du taux de cotisation de nos retraites.
- Pépy demande à corps et à cris la possibilité de licencier, à l'ARAFER et aux autorités. (Voir Tract FD 13 Novembre).
- Souhaite il déménager le siège dans un paradis fiscal ?
- Le rapport Spineta (ex grand patron d'Air France) va arranger les affaires de Pépy en préconisant la suppression de nombreux arrêts TGV. Les emplois maintenus, réponse de Pépy au point 3